



## Communiqué de presse

Berne, le 31 octobre 2008

### **Forum «Sécurité intérieure» de la FSFP: des experts s'expriment sur la violence urbaine**

Le 31 octobre 2008 s'est déroulé à Berne le 10<sup>e</sup> Forum «Sécurité intérieure» de la FSFP. Des experts reconnus s'y sont exprimés sur le thème de la violence urbaine. Invité de notre pays voisin, la France, Alain Bauer, personnalité éminente, a donné son point de vue sur l'évolution du phénomène. Ce criminologue bien connu a joué un rôle essentiel dans les troubles de la jeunesse dans les banlieues, sur mandat du président de la République Nicolas Sarkozy. Thomas Kessler, qui dirige depuis 1998 l'Office cantonal d'intégration «Integration Basel» et qui est le délégué pour les questions de migration et d'intégration, plaide en faveur d'une meilleure politique de la famille et des investissements dans le développement de la ville. Olivier Guéniat, qui dirige la police criminelle neuchâteloise depuis 11 ans, a affirmé à l'aide de différentes statistiques qu'en 2007, le taux de criminalité est plutôt en régression, bien que l'impression subjective soit tout autre. Le conseiller national Luzi Stamm témoigne surtout de ses expériences au tribunal et en tant que conseiller municipal, conseiller national et avocat.

Pour son Forum «Sécurité intérieure» de cette année, qui est organisé le 31 octobre 2008 pour la dixième fois déjà, la Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP a choisi le thème de la violence urbaine et a invité pour cela les intéressés au Kulturkasino de Berne. Même si la Suisse est relativement sûre comparativement aux pays étrangers, la violence urbaine des jeunes surtout est effectivement un phénomène de société, a déclaré dans son allocution de bienvenue le directeur bernois de la sécurité Stephan Hügli; il a mentionné les mesures prises dans la capitale fédérale pour qu'elle continue à se situer dans le peloton de tête des capitales européennes sur le plan de la sécurité.

#### Connaissances éprouvées de la France

Alain Bauer, président du Conseil consultatif de l'Office national français d'observation de la criminalité et conseiller du président de la République Nicolas Sarkozy, a illustré l'histoire de la violence urbaine, qui est apparue en 1836 déjà en Amérique et que l'on connaît sous



sa forme actuelle depuis 1992. Alors que dans de nombreux pays la violence urbaine est dirigée contre d'autres communautés ethniques, elle vise surtout l'Etat en France. Même si l'établissement de statistiques est difficile, on enregistre dans les 10 dernières années écoulées une évolution linéaire des actes de violence, que l'on remarque en France dans les banlieues surtout. Aussi, la police doit-elle de plus en plus agir contre des groupes organisés, dont les membres sont de plus en plus jeunes et qui comprennent toujours plus de jeunes femmes. Les rapports entre les auteurs de troubles et la police, de même que la survenue des actes de violence pendant la nuit, constituent une particularité. Pour assurer l'ordre, la police doit s'adapter à ces conditions particulières. Selon M. Bauer, il n'existe pas de recette miracle contre la violence urbaine; il s'agit bien plus de lui appliquer des concepts adaptés, dans lesquels tous les participants soient impliqués et qui reposent sur des analyses détaillées.

#### Mesures au départ de la chaîne au lieu de lutte contre les symptômes

Thomas Kessler, directeur de l'Office cantonal d'intégration «Integration Basel» et délégué pour les questions de migration et d'intégration, recommande de s'appuyer sur les faits et non sur des mythes et, au lieu de lutter contre des symptômes, de prendre des mesures permettant d'avancer, par exemple l'organisation de cours de langue pour les enfants dès 3 ans. M. Kessler affirme que la Suisse réunit les meilleures conditions pour l'intégration des nombreux immigrants, notre pays étant avec Singapour le plus globalisé du monde. Ce qui conduit un pays au succès et permet de réduire la criminalité, c'est un niveau élevé de formation et de prestations. Il serait bon par conséquent que les immigrants soient pris en mains dès le premier jour et accompagnés, ce qui est pratiqué avec succès à Bâle. Il faut investir dans les personnes, intégrer les gens et les familles et accélérer le développement de la ville, conseille ce spécialiste. Il plaide en outre en faveur d'une bonne collaboration entre la police, les autorités d'intégration et les autres instances impliquées dans ces questions. Il manque surtout en Suisse une politique efficace de l'enfance et de la famille, ce qui fait que les problèmes peuvent n'être reconnus que beaucoup trop tard. Il propose en outre de renforcer les garde-frontières et la police, aux frais de l'armée.

#### La détérioration n'est que subjective

L'exposé d'Olivier Guéniat se base sur son ouvrage «La délinquance des jeunes – l'insécurité en question», dans lequel il analyse surtout les statistiques. Il remarque à ce propos que les réalités sont très diverses dans les différentes régions de la Suisse. A l'aide



des statistiques, il cherche à transmettre une image actuelle de la situation. Il a pu ainsi affirmer que les délits, au cours de ces 25 dernières années, sont en diminution compte tenu de l'augmentation de la population, même si le sentiment subjectif de la population est assez généralement différent: les délits avec mort d'homme, les agressions à main armée, les blessures corporelles par armes à feu ont très sensiblement diminué. Même la notion selon laquelle les jeunes sont plus enclins à la violence est contredite par ses statistiques: «Pratiquement, rien ne s'est détérioré, sauf dans nos têtes seulement.» La cause en réside dans le fait que les nouvelles négatives ont considérablement plus de poids que les nouvelles positives, ce qui suscite une image fautive dans la population. Le conférencier estime que le seuil de tolérance de la population est plus bas que précédemment, parce que tout le monde aspire à un monde meilleur, ce qui ne correspond pas vraiment à la réalité. Ce qui change fortement dans le monde virtuel a aussi son pendant dans le monde réel. La tâche principale aujourd'hui consiste à décriminaliser les autorités de l'Etat et non à criminaliser la misère.

Au cours du podium de discussions qui s'est déroulé dans l'après-midi animé par Erich Gysling, M. Peter Rügger, chef du commissariat d'enquête de la Police de la Ville de Zurich et M. Herbert Wyss, psychologue et expert sur la violence, ont rejoints les intervenants. A cette occasion, les questions des participants ont permis d'approfondir les présentations du matin. Ceci a démontré que les approches sont très différentes en terme de prévention et des moyens à mettre en œuvre, ainsi que sur les façons d'appréhender violence

---

Pour de plus amples informations:

Heinz Buttauer, Président FSFP, Tél. 076 433 16 28

Max Hofmann, Secrétaire général FSFP, Tél. 076 381 44 64